



Les projets de la droite pour rogner le pouvoir des syndicats

Cécile Crouzel, Le Figaro Premium, le 29.10.2016

Juppé, Fillon, Copé, Sarkozy, Le Maire, NKM... Tous les candidats à la primaire - à part Poisson - proposent une réforme profonde et inédite du paritarisme.

Tous les candidats à la primaire de la droite et du centre proposent, dans leur programme présidentiel, de revoir drastiquement la place des partenaires sociaux, et en premier lieu des syndicats, dans l'économie. Une vraie révolution, que ce soit sur l'assurance-chômage - que Nicolas Sarkozy et Bruno Le Maire envisagent de renationaliser pour mieux instaurer la dégressivité des allocations - ou sur les accords d'entreprise - que François Fillon et Alain Juppé veulent promouvoir à côté des référendums de salariés.

Pour tous les prétendants à la fonction présidentielle, les centrales syndicales sont aujourd'hui beaucoup trop politisées et sont devenues, au fil du temps, «des bloqueurs de réforme». À commencer par la CGT et FO qui ont multiplié au printemps les appels à la grève et à la mobilisation contre une loi El Khomri qui avait pourtant énormément perdu de son ambition depuis sa présentation initiale en février.

LES 5 MESURES COMMUNES AUX CANDIDATS A LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

- Unedic

Rendre les allocations-chômage dégressives dans le temps, après 6 mois pour Bruno Le Maire ou un an pour Nicolas Sarkozy et Alain Juppé

- Organisation

Simplifier les multiples strates de représentation dans l'entreprise, notamment en allant vers la délégation unique du personnel

- Démocratie

Développer les référendums d'entreprise, pour demander aux salariés leur avis sur un projet de la direction et imposer leur choix aux syndicats maison

- Subsidiarité

Développer les référendums d'entreprise, pour demander aux salariés leur avis sur un projet de la direction et imposer leur choix aux syndicats maison

- Terrain

Développer les référendums d'entreprise, pour demander aux salariés leur avis sur un projet de la direction et imposer leur choix aux syndicats maison

LES PROPOSITIONS PHARES QUI DISTINGUENT LES 4 FAVORIS

- François Fillon

L'ex-premier ministre veut plafonner le montant des allocations chômage à 75 % du salaire de référence

- Alain Juppé

L'actuel favori des sondages entend limiter à deux le nombre de mandats syndicaux dans l'entreprise pour favoriser le renouvellement des élus du personnel

- Bruno Le Maire

Le candidat du «renouveau» propose de créer une instance unique de personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés

- Nicolas Sarkozy

Le candidat du «renouveau» propose de créer une instance unique de personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés

Une succession de manifestations à n'en plus finir, émaillées de débordements, des pénuries d'essence, des menaces sur l'Euro de foot et à l'arrivée un recul de l'économie au deuxième trimestre: les candidats à la primaire de la droite et du centre ont en tête le bilan des mois de protestation contre la loi travail pilotée par les syndicats radicaux, CGT et FO en tête. Tout comme ils n'oublient pas que les partenaires sociaux ont échoué à trouver en juin un accord sur l'assurance-chômage, en dépit de l'urgence financière (41 milliards de dette cumulée à horizon 2019).

«Il faut des interlocuteurs fiables et sortir des jeux de rôle actuels, menés par des syndicats minoritaires et souvent politisés»

Maël de Calan, porte-parole d'Alain Juppé

À droite, à l'exception de Jean-Frédéric Poisson qui cultive sa fibre sociale, l'heure est donc à la révision de la place des centrales syndicales. Mais aussi à une réforme drastique du paritarisme, système où patronat et syndicats gèrent pour le compte de l'État des politiques publiques, comme l'indemnisation du chômage, les retraites complémentaires, une partie de celles du handicap ou du logement... Un des plus radicaux est Bruno Le Maire, qui fustigeait dès 2015 ce «paritarisme national qui est mort». Même Alain Juppé, qui a affirmé lors du débat télévisé du 13 octobre «faire confiance aux partenaires sociaux», ne leur donne plus de blanc-seing. «Il faut des interlocuteurs fiables et sortir des jeux de rôle actuels, menés par des syndicats minoritaires et souvent politisés», explique Maël de Calan, son porte-parole.

Une analyse faite, de façon plus tranchée, par Nicolas Sarkozy qui juge que «le problème des syndicats français, c'est que ce sont plus des partis politiques que des syndicats». L'ancien chef de l'État sait de quoi il parle, lui qui a vu la CGT appeler à voter François Hollande en 2012. À l'époque, il estimait déjà que les corps intermédiaires étaient source d'immobilisme. Une conviction renforcée depuis.

«Le droit de grève, ce n'est pas le droit de bloquer»

Nathalie Kosciusko-Morizet

Bien que les centrales syndicales aient plus d'adhérents que les partis, elles pèsent néanmoins peu au regard des 28 millions d'actifs du privé et du public. Ce rapport trop ténu avec les salariés en pousse certains, comme la CGT, au jusqu'au-boutisme ou à l'unique défense des acquis sociaux, comme FO. Et pose des problèmes de démocratie, selon la droite. «M. Martinez place son syndicat aux limites de la démocratie», dénonçait en juin François Fillon, tandis que Jean-François Copé a rappelé, le 13 octobre, que «la question centrale, c'est d'empêcher les syndicats, et en particulier la CGT, de continuer à bloquer la vie des entreprises et du pays». Une analyse partagée par Nathalie Kosciusko-Morizet pour qui «le droit de grève, ce n'est pas le droit de bloquer».

Sarkozy et Bruno Le Maire sont pour une reprise en main rapide par l'État, afin d'imposer la dégressivité dans le temps des allocations

Concrètement, les candidats à la primaire de la droite et du centre veulent réformer le système à la fois aux niveaux national et de l'entreprise. Avec un chantier emblématique, celui de l'assurance-chômage. Nicolas Sarkozy et Bruno Le Maire sont pour une reprise en main rapide par l'État, afin d'imposer la dégressivité dans le temps des allocations. «Ce genre de mesure difficile doit se prendre en début de quinquennat», insiste Olivier Bouchery, coordinateur du projet Le Maire.

François Fillon compte pour sa part sur une autre arme: le retrait de la garantie de l'État sur la dette du régime qui «poussera le patronat et les syndicats à négocier», selon Pierre Danon, son directeur adjoint de campagne. Moins drastique, Alain Juppé veut donner six mois aux partenaires sociaux pour trouver un accord. Faute de quoi il reprendra la main et imposera la dégressivité.

«Le risque serait grand de voir se développer des listes corporatistes et surtout communautaristes»

Véronique Descacq, la numéro 2 de la CFDT, à propos de la limitation à deux mandats syndicaux consécutifs et de la fin du détachement à temps plein des permanents syndicaux

L'ancien premier ministre de Jacques Chirac se distingue surtout des trois autres grands candidats à la primaire en conservant le monopole de représentation syndicale au premier tour des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise. «Y mettre fin conduirait à une atomisation du paysage syndical, au profit des plus radicaux», estime son entourage. Pour qui la limitation à deux mandats syndicaux consécutifs et la fin du détachement à temps plein des permanents syndicaux devraient suffire à rendre les syndicalistes plus pragmatiques. «Le risque serait grand de voir se développer des listes corporatistes et surtout communautaristes», abonde Véronique Descacq, la numéro 2 de la CFDT. Faux, rétorquent les partisans de Le Maire, Fillon et Sarkozy pour qui il est vital d'introduire plus de mixité parmi les élus du personnel.

Les quatre favoris se rejoignent toutefois pour briser une des prérogatives majeures des syndicats en entreprise, celle de signer des accords qui s'imposent. S'ils veulent renforcer la possibilité de négocier des représentants du personnel (regroupés en instance unique), ils veulent en parallèle autoriser les référendums des salariés, qui seraient décisionnaires. Une réforme qui va de pair avec un autre big bang consensuel à droite, et prôné par le Medef: la limitation du Code du travail à des règles fondamentales et une plus grande latitude accordée aux accords d'entreprise. «Il faut faire confiance aux chefs d'entreprise et aux salariés pour trouver de bonnes solutions. Le système actuel freine toute évolution», conclut l'entourage de Nicolas Sarkozy.

Il restera néanmoins au vainqueur de la primaire, s'il est au final élu en 2017, à faire preuve de courage. Car inévitablement, la mise en œuvre d'un tel programme libéral déclenchera de vives réactions des centrales. Y compris de la réformiste CFDT, «syndicat officiel» de l'exécutif socialiste depuis 2012, qui n'acceptera pas une telle mise à sac du paritarisme et du dialogue social... □